

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°0115/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
Du 29/01/2019

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 29
JANVIER 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vingt-neuf Janvier deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Monsieur TRAORE BAKARY, Président ;

Mesdames SAKHANOKHO FATOUMATA, ASSEMIAN AIMEE épouse TANON et Messieurs KARAMOKO FODE SAKO et BERET-DOSSA ADONIS, Assesseurs ;

Affaire
La société AN DISTRIBUTION
Contre

La société ETABLISSEMENT ZAGRE SENI

Avec l'assistance de Maître **AMANI épouse KOFFI ADJO AUDREY**, Greffier ;

DECISION

CONTRADICTOIRE

Déclare l'action de la société AN DISTRIBUTION irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable du litige ;

La condamne aux dépens de l'instance;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

La société AN DISTRIBUTION, SARL, sise à Abidjan Treichville, rue des pêcheurs, Tél : 21 25 10 19, agissant aux poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur MAMADOU NIANGADOU, Gérant, domicilié à Abidjan, lequel fait élection de domicile en sa propre demeure ;

Demanderesse d'une part ;

Et

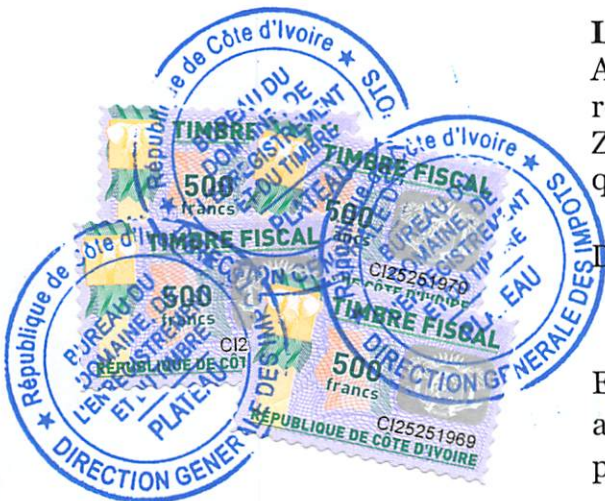
La société ETABLISSEMENT ZAGRE SENI, sise à Abidjan Banco 2, Yopougon, 21 BP 2314 Abidjan 21, représentée pour les présentes et leurs suites par Monsieur ZAGRE SENI, de nationalité ivoirienne, domicilié au quartier Maroc (Yopougon), Cel : 06 47 17 17 ;

Défenderesse d'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 15/01/2019, l'affaire a été appelée et renvoyée au 22/01/2019 pour production des pièces de la procédure ;

A cette date la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 29/01/2019 ;

Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré.





LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oùï les parties en leurs prétentions et moyens ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier du 28 Décembre 2018, la société AN DISTRIBUTION a servi assignation à l'ETABLISSEMENT ZAGRE SENI d'avoir à comparaître par devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan le 15 Janvier 2019 pour entendre condamner celui-ci à lui payer la somme de 1.220.000 F CFA représentant le montant de sa créance et ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Au soutien de son action, la société AN DISTRIBUTION expose qu'elle est une société spécialisée dans la distribution de produits laitiers ;

Elle ajoute que dans le cadre de ses activités commerciales, elle a été sollicitée par l'ETABLISSEMENT ZAGRE SENI pour la livraison desdits produits ;

Elle déclare qu'elle lui a livré des produits laitiers se chiffrant à plusieurs millions de francs CFA ;

Elle soutient qu'après des paiements fractionnés, l'ETABLISSEMENT ZAGRE SENI reste lui devoir la somme de 1.220.000 F CFA ;

Elle fait valoir que jusqu'à ce jour, toutes les relances faites en vue de recouvrer sa créance sont demeurées vaines ;

Elle sollicite en conséquence la condamnation du défendeur à lui payer la somme de 1.220.000 F CFA représentant le montant de sa créance ;

L'ETABLISSEMENT ZAGRE SENI n'a fait valoir aucun moyen de défense ;

Les parties ont été appelées, conformément aux

dispositions de l'article 52 alinéa 4 du code de procédure civile, commerciale et administrative, à présenter leurs observations sur le moyen d'irrecevabilité tiré de la violation des dispositions de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce que le Tribunal soulève d'office ;

SUR CE

EN LA FORME

SUR LE CARACTERE DE LA DECISION

L'ETABLISSEMENT ZAGRE SENI a été assigné à son siège social;

Il y a lieu de statuer contradictoirement;

SUR LE TAUX DU RESSORT

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;

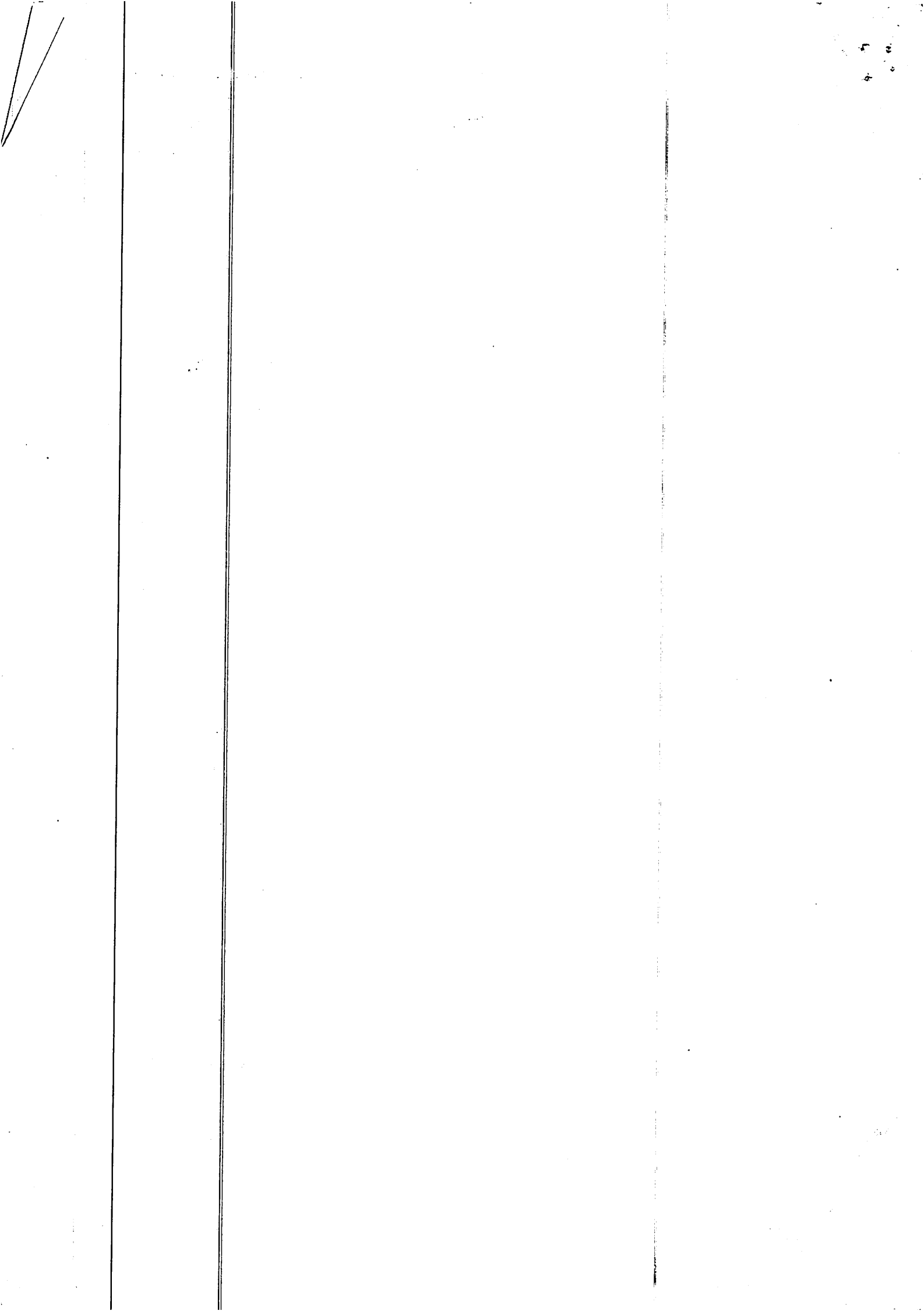
- en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;

En l'espèce, la société AN DISTRIBUTION sollicite le paiement de la somme de 1.220.000 F CFA, montant qui n'excède pas 25.000.000 F CFA ;

Il sied, en conséquence, de statuer en premier et dernier ressort ;

SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION

Aux termes de l'article 5 de la loi n° 2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du Tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans*



le cadre d'une médiation ou d'une conciliation » ;

Selon l'article 41 alinéa 5 de la loi susvisée, « Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le Tribunal déclare l'action irrecevable » ;

L'examen combiné de ces articles fait apparaître à la fois, le caractère obligatoire et préalable de la tentative de règlement amiable et la sanction du défaut de cette diligence par l'irrecevabilité de l'action ;

En l'espèce, la société AN DISTRIBUTION ne produit aucune pièce pour justifier de l'accomplissement de la tentative de règlement amiable préalable du litige ;

Il y a lieu par conséquent de constater que la société AN DISTRIBUTION n'a pas satisfait à l'obligation de règlement amiable préalable conformément aux textes sus indiqués ;

Il convient donc de déclarer son action irrecevable ;

SUR LES DEPENS

La société AN DISTRIBUTION succombe ;

Il sied de mettre les dépens de l'instance à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en premier et dernier ressort ;

Déclare l'action de la société AN DISTRIBUTION irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable du litige ;

La condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER./.

NO 28 27 90

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 05 MARS 2019
REGISTRE A. J. Vol. 15 F° 18
N° 265 Bord 150, 78

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

affirmata

[Signature]

[Signature]

L'Enregistrement et du Timbre
Le Chef du Domaine, de
REÇU : Dix huit mille francs
N°
REGISTRE A.J. Vol. F°
L. 2 002 2012
ENREGISTRE AU PLATEAU
D.F. : 18.000 francs